



S. Sprague - CIRIC

Le départ des migrants.

Entre tensions et collaboration, les relations migrants-autochtones dans un processus de colonisation agricole

Facteur de nombreuses tensions, l'installation de migrants sur un nouveau territoire peut aussi donner lieu à des échanges d'influences avec les autochtones, comme l'a observé Mamady Sidibé*, doctorant en géographie et membre de l'Inter-Réseaux, à travers l'exemple de la forêt de Pata au Sénégal.

L'arrivée des migrants

La colonisation a commencé en décembre 1978. Saturation foncière, irrégularité des pluies et difficultés à trouver des semences d'arachide ont conduit quinze familles de Nguer (Saloum) et de Bathi Ndar (Gambie) à prendre le chemin de la forêt pour conquérir un nouvel espace. Ce sera la naissance du premier village : Médina Mandakh. Pour creuser le puits, construire les concessions, ouvrir les pistes, opérer les premiers défrichements, préparer les champs, les migrants font preuve d'une grande solidarité. Ils bénéficient aussi de l'aide de leur marabout qui met

à leur disposition 12 tonnes de mil et plus de 15 bœufs. Après cette première vague, le mouvement migratoire restera relativement faible, la non connaissance de la zone, la densité de la forêt à l'époque et l'éclatement du conflit casamançais au début des années 1980 dissuadant beaucoup de candidats au départ.

Mais, entre 1979 et 1982, quarante nouvelles familles viennent s'ajouter à ce premier noyau de peuplement. Elles présentent des caractéristiques différentes aux plans social, ethnique, et confrérique. On y trouve des marabouts, des anciens esclaves, des gens de caste et des personnes sans ressources. Au plan ethnique, coexistent Wolofs et

Toucouleurs (en majorité), mais aussi Sérères, Tussians, Mandingues et Turkas. Les confréries Mouride, Tidiane et Niassène sont également représentées dans ce village pionnier qui se présentait comme un condensé de différences basé sur une identité commune : l'appartenance au Saloum-Saloum.

Favorisant la venue massive de migrants par la multiplication des zones de peuplement, les chefs de village encouragent au fil des ans l'accroissement des flux migratoires pour s'assurer d'une bonne assise démographique : cinq nouveaux villages vont se créer entre 1983 et 86. La possibilité d'acquiescer de vastes champs (que font miroiter les récits de parents et amis) et la réussite des premiers migrants, exercent un pouvoir attractif sur ceux qui hésitent encore à faire le déplacement. Et c'est là qu'en réduisant l'espace disponible, l'afflux de migrants va générer toutes sortes de conflits.

* Université de Toulouse le Mirail – Laboratoire Dynamiques Rurales.
Email : sidibe@univ-tlse2.fr

De la solidarité aux tensions

En effet, en l'espace de vingt ans, les migrants vont s'approprier près de 54,4% de la forêt : un processus de colonisation sans précédent au Sénégal. L'enjeu de cette zone qui constitue une des dernières réserves foncières du pays n'a pas échappé aux migrants qui mettent tous les moyens en œuvre pour conquérir l'espace : forte participation maraboutique, prise en charge des migrants par les chefs des villages les plus riches dans les premières années, pratiques corruptrices avec les autorités administratives locales, recrutement d'un personnel d'appui pour accélérer le défrichement, etc.

En laissant une totale liberté d'accès à la terre, les chefs de villages se sont gardés d'établir des règles pour ne pas avoir à s'y plier eux-mêmes. Cela a permis à certains d'accroître leurs parcelles, mais a aussi occasionné une contestation de plus en plus marquée de leur autorité, due à l'absence de réglementation.

« Cette année, un migrant m'a tenu tête, il a fallu négocier avec lui », dit le chef du village de Saré Moussa Loum. « Pour défricher, il y a des personnes qui ne se donnent plus la peine de venir me voir. Chacun défriche comme il veut » (chef de Touba Tiéckène). « Quand quelqu'un veut s'installer dans le village, il y met les formes, il amène de la kola... une année, deux années. Mais une fois installés, ils défrichent n'importe où, à l'insu du chef de village » (chef du village de Saré Yoro Sy). Ainsi, le marabout fondateur du village de Médina Mandakh a été ouvertement défié par les migrants Gambiens qu'il avait aidés à s'installer. Ces derniers, qui se sont enrichis dans la culture arachidière, ne lui accordent plus aucune considération.

Les défrichements abusifs ne sont qu'un aspect des problèmes rencontrés. Les dissensions internes (à propos de la construction d'une mosquée par exemple) et les règlements de compte, parfois mis en veilleuse, sont ponctuellement réactivés. Dans ces conditions, toute interdiction de défrichement risquerait d'entraîner des conflits.

La frénésie avec laquelle les défrichements sont effectués montre toute l'importance que les migrants accor-

dent à l'accumulation foncière. Ali Cissé, habitant de Touba Tiéckène, traduit bien cette logique concurrentielle omniprésente : « Ici, il faut faire vite dans la recherche de terres sans te soucier des autres car ils font exactement la même chose ». D'où des conflits inévitables dont l'origine reste variable : limites floues entre terroirs, défrichements intempestifs dans les zones de parcours, divagation des troupeaux, destruction des pâturages ou des mares, constitution de réserves foncières, etc. Si la plupart des conflits se résument à des violences verbales, le risque est grand d'affrontements directs comme on le frôla en 1999 entre le village toucouleur de Sintian Lémou et le village wolof de Médina Khaïry.

Disposant d'un terroir deux fois supérieur à celui des Toucouleurs, pourtant créé six ans plus tôt, les Wolofs n'en ont pas arrêté pour autant de défricher, jouant sur le faible poids démographique de leurs voisins. L'irréparable a failli se produire le jour où les Toucouleurs exaspérés se sont armés de machettes, de coupe-coupe, de haches et de bâtons pour attendre les Wolofs dans la zone de défrichage. Ayant eu vent de cette mobilisation, les Wolofs se sont à leur tour regroupés, mais avec leurs chapelets pour seule arme, comme s'ils allaient à la grande prière du vendredi, vêtus de leurs tenues traditionnelles. Face à cette réaction inattendue, la confrontation a été évitée de justesse : le chef du village wolof a pris l'engagement de veiller au respect des limites entre les deux villages et leurs protagonistes sont revenus à de meilleurs sentiments.

Théâtres de querelles intestines récurrentes, ces villages ressemblent plus à un regroupement d'individus venus conquérir de nouvelles terres qu'à de véritables communautés. Ils manquent d'une autorité reconnue et acceptée par l'ensemble des migrants car ces derniers ont trop envie d'améliorer leurs conditions pour accorder quelque importance à une cohésion sociale susceptible de donner naissance à des projets mis en œuvre collectivement.

La forêt de Pata appartient au Fouladou, région de pasteurs Peuls pour qui elle représente une importante réserve de fourrage, de points d'eau et de combustibles ligneux. Face à la détermination des migrants, doublée de l'appui et/ou de la complicité des autorités administratives, y compris de certains responsables politiques locaux, la tâche des autochtones dont les villages ceinturent la forêt, s'est avérée difficile. En effet, face à la diminution progressive de leur espace et après avoir énergiquement protesté auprès des autorités régionales, ils ont réagi en créant des hameaux dans certaines parties de la forêt pour stopper la progression des colons. Selon des rumeurs persistantes, les Peuls seraient aussi à l'origine des feux enregistrés dans les villages wolofs ces dernières années. Mais malgré leur opposition, la colonisation a continué : pour la seule année 1999, pas moins de 250 nouvelles familles sont venues grossir les rangs des migrants.

Certains autochtones ont alors choisi de se désengager du terrain de la confrontation pour mener le combat à un autre niveau, à savoir : tirer partie de la venue des migrants, sous forme d'une collaboration, pour avoir quelque chance de conserver leur terroir original.

Les bénéfiques de l'entraide

Ainsi, le chef de village du second Bayoungou créé par les migrants wolofs, a tout fait pour se doter d'un hangar de

Déchiffrage de la forêt.



S. Sprague - CIRIC

► distribution de semences d'arachide, bien que son village ne compte que cinq concessions. Ce qui a favorisé un début de collaboration entre les deux communautés distantes d'une vingtaine de mètres : les Peuls s'approvisionnent en semences auprès du chef wolof et les deux villages ont commencé à partager de nombreux services, dont l'utilisation de leurs puits respectifs et de leurs mosquées. En outre, les prêts de matériels agricoles par les Wolofs (semoirs, houes, attelage de charrette) et de paires de boeufs par les autochtones sont devenus courants et contribuent à entretenir un bon voisinage. Les migrants qui ont réussi à constituer un troupeau avec les bénéfices tirés de l'arachide demandent conseil aux éleveurs peuls pour recruter des bergers expérimentés, lesquels représentent de remarquables traits d'union entre les groupes en présence. Outre les relations d'amitié tissées entre les chefs, les Peuls qui débutent dans la culture arachidière s'informent des techniques culturales auprès des migrants qui les guident également dans le choix de travailleurs saisonniers.

Les changements ont aussi touché l'élevage, comme par exemple l'intérêt accordé au suivi médical des troupeaux. Dans le passé, les Peuls ne faisaient pratiquement pas appel à des vétérinaires, eux-mêmes peu disposés à proposer leurs services à des éleveurs indifférents au suivi médical. Mais, certains migrants s'étant mis à l'élevage dont ils ont fait un moyen de capitalisation en veillant à la qualité du cheptel, l'exemple a porté ses fruits.

L'arrivée des migrants a en outre permis une certaine restructuration de l'économie pastorale qui s'est traduite par une vente régulière du lait, un meilleur entretien des bêtes et la recherche de débouchés. Entretien une relation quasi sentimentale avec leurs troupeaux, les Peuls du Fouladougou ont la réputation de pratiquer un élevage contemplatif ; c'est-à-dire qu'ils vendent difficilement une vache. Une pratique peut-être due à la distance à parcourir, souvent des dizaines de kilomètres à pied, avant de trouver un acheteur. Cette absence de débouchés a été en partie comblée par la proximité des villages et le désenclavement relatif de la zone, grâce aux mini-cars de certains migrants qui font des navettes régulières entre

Pata et d'autres destinations comme Kolda ou les localités gambiennes de Soma et Farafenni.

Il y a les aussi *Téfanké* (marchands ambulants spécialisés dans le commerce du bétail) qui font le tour des villages peuls, mais plus encore, le marché hebdomadaire de Bureng (Gambie), tout proche. Complètement transformé par l'arrivée des Saloum-Saloum, Bureng connaît aujourd'hui un nouvel essor qui permet aux Peuls d'écouler leur lait et de vendre du bétail. Dans le domaine céréalier enfin, les Peuls qui cultivent peu de mil et avaient beaucoup de difficultés à s'en procurer en saison sèche, peuvent maintenant se ravitailler sur le marché ou auprès de certains migrants.

Ces quelques exemples illustrent bien que les frontières entre autochtones et migrants ne sont pas forcément cloi-

sonnées. Les entraides et collaborations qui se dessinent montrent que certains autochtones acceptent de s'inscrire dans une nouvelle logique pour continuer d'utiliser des espaces qu'ils partagent désormais avec les migrants. C'est pourquoi, nous semble-t-il, il devient nécessaire de prendre quelque distance avec la tendance consistant à toujours mettre en exergue les logiques d'affrontement. Toutefois, les exemples évoqués constituent les « exceptions » d'une situation générale dominée par une réaction de confrontation latente. Peut-être préfigurent-ils cependant la nécessaire collaboration qui devra être privilégiée par les uns et par les autres, condamnés à vivre ensemble par la réduction des espaces. ■



« Notre association a beaucoup misé sur la gestion des conflits entre producteurs »

Djibo Bagna, éleveur, secrétaire général de la Plate forme paysanne du Niger et président du Collectif des associations pastorales du Niger, délégué du ROPPA Niger

Les conflits sont quelque chose de très fréquent entre éleveurs et agriculteurs mais aussi entre producteurs en raison des différends fonciers. Lorsqu'elle est saisie, l'administration a tendance à sanctionner les contrevenants par de la prison ou des amendes, ce qui ne fait que renforcer les rancœurs. A travers notre association, AREN (Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger Email : aren@intnet.ne), des forums ont été régulièrement organisés dans les villages afin que les gens se libèrent oralement des griefs qu'ils nourrissent les uns contre les autres, chacun, qui des éleveurs et des cultivateurs, prenant la parole à tour de rôle.

Lorsque les gens ont fini de parler, on leur demande s'ils ont d'autres problèmes de fond en dehors des litiges énoncés. Et là tout le monde peut se rendre compte qu'il s'agit en fait d'incompréhensions entre groupes différents qui pourraient se régler par le dialogue. Les opposants finissent par prendre conscience des torts réciproques qu'ils se font et depuis qu'on a amorcé ce travail de confrontation pacifique, on observe une nette réduction des conflits. En effet, la situation s'est véritablement apaisée car au lieu d'envenimer les choses en passant par la justice, les gens ont compris qu'il valait mieux chercher à régler les problèmes au niveau local, par le bais du village et de l'association.

Propos recueillis par Sylvia Serbin